

# A quoi sert l'antiterrorisme ?

Dans le numéro précédent de Courant Alternatif<sup>1</sup>, j'avais annoncé une analyse plus approfondie sur la question de l'utilisation de l'antiterrorisme contre des militants. Ce sera plutôt quelques réflexions et questionnements à la lumière d'arrestations récentes (8 décembre en divers lieux, 15 juin en Limousin)<sup>2</sup> pour ouvrir un débat.

Tout d'abord, il est difficile de globaliser la question car les faits ou les écrits qui peuvent être qualifiés de terroristes par la police et la justice sont très divers<sup>3</sup>. Il peut y avoir des passages à l'acte contre des personnes ; actuellement ce sont principalement des faits commis par des militants d'extrême droite religieuse - islamistes et parfois intégristes d'autres religions - et de l'extrême-droite raciste et xénophobe. Mais cette qualification peut s'appliquer aussi à des actions contre des biens matériels, des sabotages, des discours et des écrits, des supposées préparations d'actions... Il n'est pas dans mon intention de défendre les premiers, évidemment, mais pas non plus de donner carte blanche à l'Etat pour les moyens qu'il utilise pour les combattre. En effet les moyens développés par l'Etat pour contrer ces formes de terrorisme vont lui servir à bien d'autres fins.

## A terroriser les terroristes avérés ou supposés

La législation antiterroriste est un ensemble de lois dérogatoires à la loi commune. Les moyens utilisés, en nombre de forces policières et militaires lors des actions, en équipement et armement de ces forces, sont vraiment faits pour terroriser. On pourrait se dire, surtout lorsqu'on nous rappelle des drames passés tous les jours dans les médias, qu'il faut bien terroriser les terroristes puisqu'ils ne comprennent que la violence. Ça évite surtout de se poser la question de ce qui les a amenés à devenir terroristes : le fanatisme bien sûr, mais aussi les conditions de vie, la misère, la colonisation, la dictature et l'impossibilité d'action politique « normale », les guerres... Ce qui est dramatique, c'est aussi que des personnes simplement supposées terroristes ont reçu le même traitement. Etre arrêtée à 6h du matin par des policiers et gendarmes et des forces spéciales<sup>4</sup> lourdement armés qui vous menotent, vous déclarent que vous êtes soupçonnée d'avoir « porté atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation » ou de « projet d'action violente » visant à « déstabiliser les institutions et la démocratie », que vous faites partie d'une « bande organisée » ou d'une « association de malfaiteurs », voir son lieu de vie fouillé pendant plusieurs heures, certains de ses biens (ordinateur, téléphone, agenda, revues) saisis, passer plusieurs jours en garde à vue avec de multiples interrogatoires, que l'on ait commis des faits mineurs ou qu'on n'y soit pour rien, c'est extrêmement traumatisant. Je tiens à souligner que la majorité des personnes soumises à ces traitements ont été relâchées sans inculpation mais aussi sans excuses, sans restitution du matériel, ni réparation des dégâts causés.

Pour les quelques personnes finalement mises en cause, la suite peut prendre différentes formes, de la mise en liberté avec un contrôle judiciaire assez lourd, jusqu'au maintien en détention et à l'isolement (encore aujourd'hui pour un inculpé du 8 décembre). Elles aussi ont vécu tout ce que j'ai décrit plus haut, mais s'y ajoutent l'angoisse de l'attente de l'avancée des enquêtes, de l'attente d'un procès, du maintien d'une surveillance constante<sup>5</sup>, de la nécessité de se défendre, des peines encourues...

## A terroriser les militants et leurs proches

Un des points communs aux deux opérations policières du 8/12 et du 15/06, c'est qu'en plus des personnes principalement visées, elles ont visé un large spectre d'amies, des simples relations, de membres de la famille. S'iels peuvent parfois avoir été elleux-mêmes placées en garde à vue (conjointes en particulier), le plus souvent iels ont subi perquisitions et interrogatoires dans un commissariat ou une gendarmerie. Là, la violence est surtout psychologique : se voir reprocher son amitié avec une personne soupçonnée de terrorisme, de partager certaines lectures, certaines activités communes. Etre en fin de compte sommée de se déclarer solidaire (donc complice éventuelle) ou de désapprouver des actes dont on n'a pas connaissance est très dur à vivre.



COMITE 15 JUIN  
LIMOUSIN

Ces perquisitions et interrogatoires peuvent être concomitants à l'opération policière principale ou se dérouler des semaines ou des mois plus tard (les enquêtes judiciaires sont encore en cours). Le juge d'instruction chargé de l'affaire du 8/12 a délivré encore pendant l'été des commissions rogatoires pour que la DGSJ interroge des proches des inculpés. En raison de la teneur de ces interrogatoires, des personnes concernées ont décidé collectivement de refuser d'y participer, et écrit au juge une lettre très éclairante motivant leur refus.<sup>6</sup> L'effet engendré chez certaines personnes peut être paralysant : savoir comment son matériel (ordinateurs, téléphones) a été écouté avant d'être saisi peut amener à ne plus oser communiquer, sur l'affaire en cause en tout cas, mais aussi sur toute activité militante. Le plus souvent les proches des inculpés sont assez solides pour participer à l'organisation de la solidarité, mais on peut penser que des personnes plus éloignées<sup>7</sup> ou moins expérimentées pourraient choisir une rupture complète.

## A ficher et stigmatiser les militants

Dans toutes ces affaires, comme dans d'autres catégories<sup>8</sup>, l'un des rôles des forces de police est de ficher les militants, de mettre à jour les données, de découvrir des liens entre des personnes, de tenter de comprendre les idées et les buts des différents groupes. Evidemment, des unités de police et de gendarmerie « ordinaire » font déjà cela. L'utilisation du thème antiterroriste permet à la fois de s'affranchir de toutes les règles protégeant un peu la vie privée des personnes<sup>9</sup> et d'utiliser des moyens techniques perfectionnés pour siphonner des renseignements<sup>10</sup>.

Les proches des inculpés du 8/12, relèvent que « *Le contenu même des interrogatoires, portant davantage sur les opinions et activités politiques des personnes auditionnées et leur avis sur la politique actuelle du gouvernement, est complètement hors de propos dans le cadre d'une enquête pénale et amène à penser que la DGSJ est en réalité une police politique, plus qu'un service d'enquête pénale.* ». En Limousin aussi, les enquêteurs se sont intéressés aux opinions des personnes interpellées en particulier à travers leurs lectures et leurs

engagements associatifs (chorale, cercle de débats, média utilisés et même groupement forestier<sup>11</sup>...)

La stigmatisation s'appuie beaucoup sur les médias (presse quotidienne, télévision) qui relaient les informations policières, bafouent la présomption d'innocence, qualifient les faits de terroristes, disqualifient les personnes en raison de leur mode de vie (les présentant comme isolées, marginales) ou leurs engagements (ultra-gauche, anarcho-autonomes). Dans le cas du Limousin, ils rappellent que les faits à l'origine de l'enquête ont privé une partie de la population de télévision pendant plusieurs jours. En bref, il s'agit d'une entreprise de démolition médiatique afin que les personnes mises en cause n'aient pas de soutien.

### A justifier le flicage de la population

Non seulement les équipes policières disposent, avec la bénédiction de la justice, de moyens techniques importants<sup>12</sup> pour surveiller les personnes suspectes, mais les médias expliquent que c'est grâce à tous ces moyens mis en œuvre que les personnes ont pu être repérées et arrêtées.

Ils oublient de signaler que ces moyens de surveillance violent la vie privée de personnes dont la plupart sont mises hors de cause. Ils oublient de signaler que faire un courrier pour signifier son refus de se voir imposer un « compteur communicant » ne devrait pas entraîner une communication de son nom et ses coordonnées à la police. Ils oublient que donner plus de moyens à la police c'est aller vers une société totalitaire.

De même, la presse évoque le coût prétendu des destructions subies par TDF ou Enedis pour justifier encore que les prétendues terroristes aient été traquées et arrêtées. Par contre, elle ne mentionne pas le coût exorbitant des moyens humains et matériels utilisés à ces fins.

### A justifier l'existence de forces antiterroristes

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 avait entraîné la suppression des lois d'exception (en particulier la suppression de la cour de sûreté de l'Etat) ... Pas pour longtemps. Une vague d'attentats en 1986 entraîne une première loi antiterroriste qui sera complétée et aggravée en 1996, 2006, 2011, 2015, 2016, 2017, 2021. Admirez la remarquable accélération sous Hollande. La SDAT est l'héritière de la 6<sup>e</sup> division de la Direction centrale de la police judiciaire créée en 1986. La DGSI a été créée en 2008.

A chaque fois, c'est plus de moyens pour la police et la justice, moins de libertés pour les personnes. Face à ces cadeaux en termes de moyens, les personnels engagés dans ces organismes ont tout intérêt à être efficaces, sortir régulièrement de nouvelles affaires spectaculaires pour prouver qu'on a toujours besoin d'eux. Ce n'est pas particulier à la police ; toute institution a tendance à s'autojustifier et se reproduire. Seulement, dans le cas qui nous préoccupe, lorsqu'il n'y a plus sous la main de vrais terroristes causant des victimes, il faut pour ces institutions s'attaquer à des suspects d'actes de moindre importance afin de justifier leur existence et les budgets qui leur sont alloués.



### Comment s'en défendre ?

En conclusion, que faut-il pour se défendre contre l'antiterrorisme ? Pour moi il est nécessaire de prendre le contre-pied de tout ce qui a été évoqué ci-dessus :

- Rester solidaires des personnes mises en cause, rompre leur isolement et les aider à organiser leur défense.
- Ne pas céder à la panique, continuer à militer pour les diverses causes que l'on défend et dénoncer publiquement les pressions dont on peut faire l'objet.
- Dénoncer les fichages et les pratiques politico-policières ainsi que les médias qui d'en font les complices.
- Dénoncer la société de surveillance et les moyens techniques qui y contribuent<sup>13</sup>, dont les compteurs communicants, la 5G.
- Dénoncer les lois d'exception, les polices qui les mettent en œuvre et toute atteinte aux droits des personnes.

Ne nous laissons pas anti-terroriser !

Un membre du comité 15 juin Limousin

Le 23/10/2021

<sup>1</sup> Cet article est paru dans *Courant Alternatif* N° 314 de novembre 2021.

<sup>2</sup> C'est volontairement que je ne préciserai pas systématiquement dans l'article qui suit à quelle « affaire » se rapportent les faits cités. Le fond est le même.

<sup>3</sup> Un article sur Wikipédia relève que la définition française du terrorisme est beaucoup plus large que celles en usage dans la plupart des pays démocratiques. D'ailleurs 1/3 des interpellations de terroristes de l'Union Européenne ont lieu en France.

<sup>4</sup> DGSI - Direction Générale de la Sécurité Intérieure, SDAT Sous-Direction Anti-Terroriste.

<sup>5</sup> Jusqu'à croiser des uniformes lors de ses randonnées en forêt !

<sup>6</sup> <https://soutienauxinculpeesdu8decembre.noblogs.org/post/2021/09/08/lettre-ouverte-au-juge-dinstruction-jean-marc-herbaut/>

<sup>7</sup> La police construit des « associations de malfaiteurs » comprenant parfois des personnes qui ne se connaissent pas.

<sup>8</sup> La répression contre des mouvements sociaux (GJ) des luttes locales (NDDL, Bure), ou certaines des mosquées prétendues islamistes peuvent être rapprochés de ces cas.

<sup>9</sup> En Limousin, Enedis a fourni aux enquêteurs la liste de toutes les personnes leur ayant signifié un refus du compteur Linky.

<sup>10</sup> Par exemple les keyloggers permettant d'enregistrer tout ce que vous frappez sur votre ordinateur.

<sup>11</sup> Un groupement forestier est une association de personnes dans le but d'acheter une ou des parcelles de forêt afin de les gérer de manière respectueuse, activité considérée aujourd'hui par nos gouvernants comme dangereusement subversive.

<sup>12</sup> Enregistrement des conversations téléphoniques fixes et mobiles, enregistrements de conversations par micros directionnels à longue portée, keyloggers, photos « volées », prélèvements d'ADN sans l'accord des personnes, balises de suivi des véhicules, etc...

<sup>13</sup> Essayer d'utiliser des moyens de communication mieux sécurisés est une possibilité, mais sans garantie d'efficacité face aux moyens policiers.